

DCR / TER / OTS / 2017-112

Pau le : 15 septembre 2017

Note

Objet de la note :

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie du 27 juillet 2017 relative à la création d'une zone de marché unique du gaz en France au 1er novembre 2018

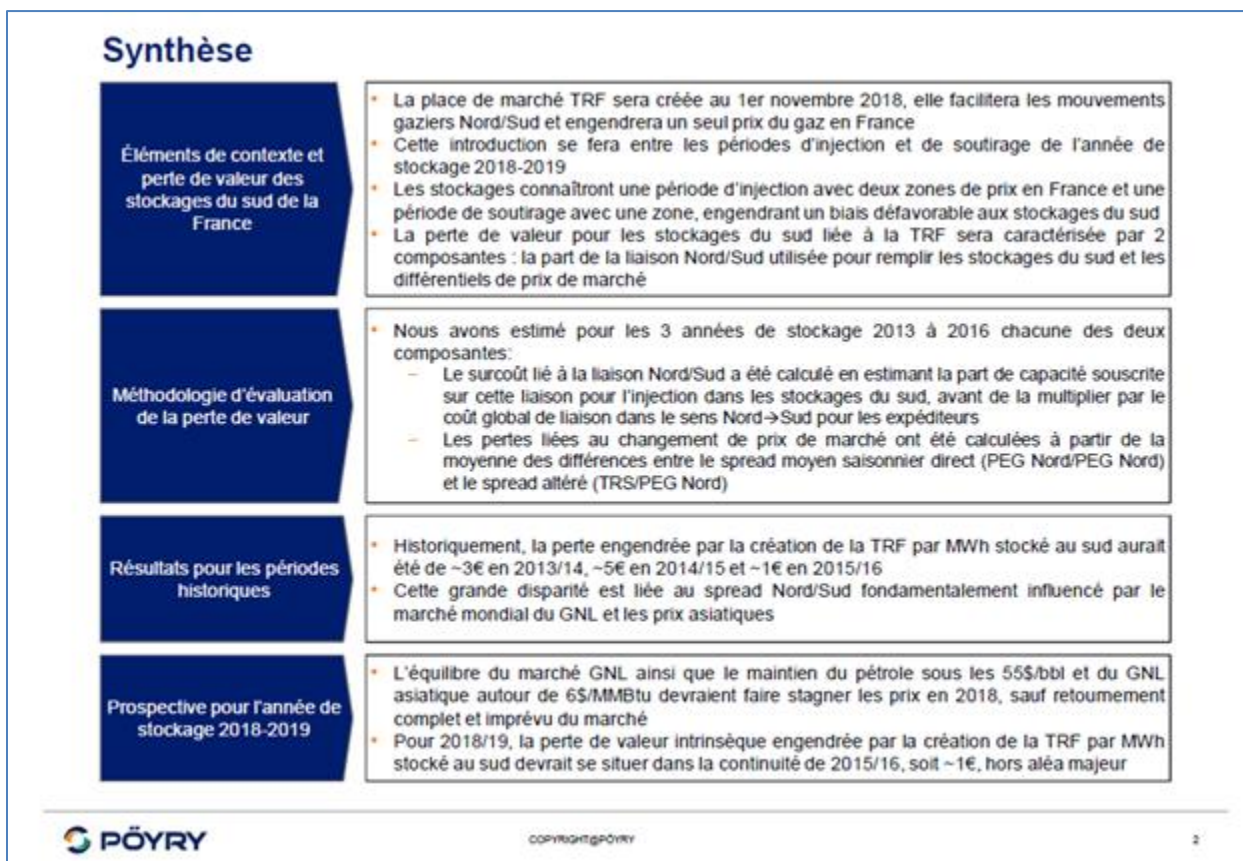
Contribution non confidentielle de TIGF

Question 1 : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?

TIGF est favorable à ces conditions car elles vont permettre la simplification d'utilisation des réseaux pour les expéditeurs, l'instauration d'un prix unique du gaz et le renforcement de la sécurité d'approvisionnement sur le territoire.

Toutefois les acteurs de marché indiquent que la date de création de la TRF au 1^{er} novembre 2018 au milieu d'une année stockage introduit, via la suppression du spread PEG Nord/TRS lors de la bascule injection/soutirage, un biais défavorable dans la valorisation des stockages du sud. Même en cas de régulation des stockages, ce biais induit un risque de sous-remplissage des stockages du sud, de détérioration de leur performance, de problèmes d'approvisionnement à l'hiver 2018-2019 et de surcoûts imprévisibles de gestion des congestions.

TIGF a ainsi demandé à Pöyry une étude analysant les impacts de la mise en place de la TRF au 1^{er} novembre 2018 sur la valeur des stockages du sud. Cette étude démontre que la perte de valeur intrinsèque est de l'ordre de 1€/MWh pour les stockages du sud. Cette perte de valeur est due au surcoût de la liaison Nord/Sud et au spread altéré par le changement de prix entre période d'injection et période de soutirage. Ci-dessous la synthèse de cette étude :



TIGF considère qu'il est nécessaire de rediscuter de ce problème dès que possible en Concertation Gaz. Des solutions ont été envisagées et présentées à la CRE. Une mesure tarifaire transport pourrait permettre de compenser ce biais de valorisation des stockages du sud.

Question 2 : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?

TIGF est favorable à ces modalités.

Question 3 : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?

Le principe de répartition des restrictions dans le cadre des travaux conduit à reporter la publication des restrictions sur des points qui ne sont pas eux-mêmes gérés par le GRT à l'origine des travaux. C'est le cas des points de sortie de TIGF dans le sens Nord vers Sud sur lesquels s'appliquent, dans le cadre de la TRS, des restrictions provenant de travaux menés sur le réseau de GRTgaz. Comme les pratiques de mise à disposition des informations varient d'un opérateur à l'autre, les processus aboutissant à la publication finale sont complexes à mettre en œuvre.

TIGF propose que les règles de publication liées à la répartition des restrictions dans le cadre des travaux soient partagées et discutées avec le marché en Concertation gaz.

Question 4 : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?

D'un côté, la règle qui consiste à appliquer les restrictions exclusivement en aval des limites NS2, NS3, NS4 et S1 en période estivale a des impacts sur les conditions d'accessibilité des PITS du sud de la France.

De l'autre, le choix de cette règle repose sur l'idée que la restriction des capacités en un point amont donné est susceptible de conduire à une hausse du prix du gaz en France.

Afin d'éclairer le marché, TIGF a demandé au cabinet Pöyry d'apporter son expertise. L'étude est jointe à cette contribution. Il ressort que les conditions de marché du GNL ainsi que la flexibilité donnée aux expéditeurs dans le cadre de restrictions reportées à l'amont, notamment au travers des marges opérationnelles du réseau, permettent de ne pas augmenter le prix de marché.

Ci-dessous la synthèse de cette étude:

SYNTHÈSE (1/3)

Éléments de contexte sur la gestion des maintenances estivales « cœur de réseau »

- La création, au 1er novembre 2018, de la TRF fera disparaître la liaison Nord/Sud, sur laquelle étaient jusqu'alors appliquées les réductions de capacités liées aux travaux de maintenances estivales « cœur de réseau »
- La répartition des impacts des maintenances hors « cœur de réseau » fait consensus : les points d'entrée et de sortie sont restreints
- Cependant, 3 options de répartition des impacts des maintenances estivales « cœur de réseau » sont proposées : 100% à l'aval, 100% à l'amont, ou un mix des deux

Méthodologie

- Les 3 options ont été étudiées selon le scénario de référence (tendu) des GRT et pour l'été 2016 : 4 fronts de congestion Nord/Sud, déficit de GNL, exports élevés vers l'Espagne
- Les impacts des maintenances diffèrent selon les options : elles réduisent soit les sorties du réseau vers les stockages, soit les entrées de gaz, et peuvent entraîner un surcoût du gaz en France
- Pour la période estivale 2016, et selon les 3 options, les restrictions à l'aval et à l'amont ont été calculées à partir des maintenances réelles puis distribuées sur les points du réseau (principalement stockages et entrées de gaz au nord)

Impacts sur les conditions d'accès aux stockages en injection (voir slide suivant)

Quelle que soit l'option retenue, les restrictions d'accès aux stockages dues aux maintenances « cœur de réseau » sont très inéquitables, les stockages du nord n'étant pas impactés, les stockages de TIGF étant les plus impactés

- Option 1 : restrictions à l'aval**
 - Les restrictions d'injection dans les stockages du sud apparaissent un jour sur deux, à hauteur de 3-13% des allocations (~7,1 TWh), contre 1% (volume de ~1,2 TWh) en entrée
- Option 2 : restrictions à l'amont**
 - Les restrictions d'injection dans les stockages TIGF apparaissent un jour sur sept, à hauteur de 3% des allocations (~0,7 TWh), contre 2-3% (volume de ~7,4 TWh) en entrée
- Option 3 : restrictions mixtes amont/aval à 50/50**
 - Les restrictions d'injection dans les stockages du sud apparaissent un jour sur trois, à hauteur de 1-8% des allocations (~3,9 TWh), contre 1-2% (volume de ~4,3 TWh) en entrée

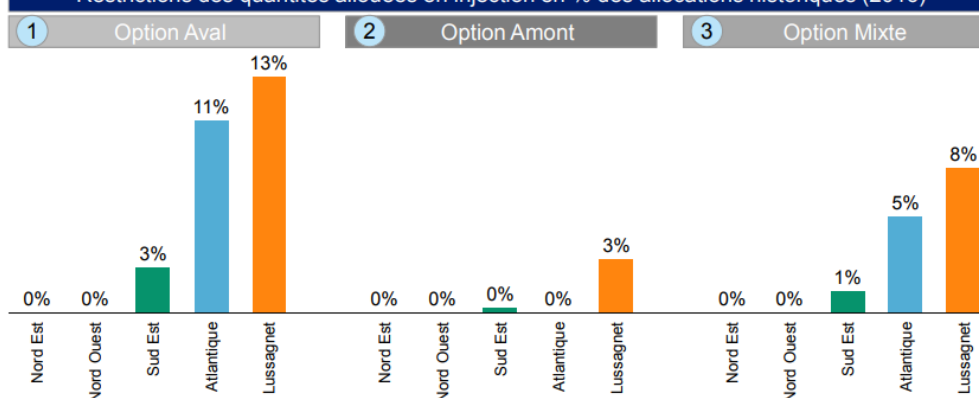
Potentiels impacts sur les prix du gaz

- Sans flexibilité pour les expéditeurs, les restrictions impliqueraient un apport de GNL (1 et 7 TWh/an), sans pour autant remplir les stockages, pouvant donner lieu à une augmentation du prix de marché
 - Néanmoins, la flexibilité laissée aux expéditeurs (marge du réseau), ainsi que les conditions de marché du GNL, peuvent réduire le besoin en GNL et son impact sur le prix de marché
- Pour l'été 2016 joué en scénario tendu, ~9 TWh de marge, sur les jours où les entrées ne sont pas restreintes, permettent de ne pas avoir recours au GNL, et donc de ne pas augmenter le prix de marché, quelle que soit l'option retenue**

SYNTHÈSE (2/3)

Quelle que soit l'option retenue, les restrictions d'accès aux stockages dues aux maintenances « cœur de réseau »* sont très inéquitables, les stockages du nord n'étant pas impactés, les stockages de TIGF étant les plus impactés

Restrictions des quantités allouées en injection en % des allocations historiques (2016)



* À ces restrictions s'ajoutent les maintenances locales et celles ayant impacté le réseau en 2016, notamment les maintenances de réseau répercutées sur le stockage de Lussagnet en aval

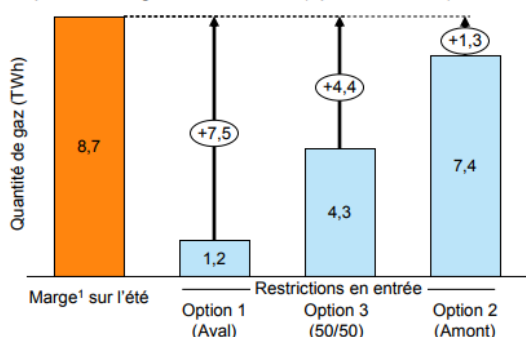
SYNTHÈSE (3/3)

- 1 Option Aval
- 2 Option Amont
- 3 Option Mixte

Pour l'été 2016 rejoué en scénario tendu, ~9 TWh de marge, sur les jours où les entrées ne sont pas restreintes, permettent de ne pas avoir recours au GNL, et donc de ne pas augmenter le prix de marché, quelle que soit l'option retenue

Les marges opérationnelles sont suffisantes pour compenser les restrictions sur l'été 2016 rejoué...

- Le réseau a une marge opérationnelle¹ de 8,7 TWh au total pendant les jours où les entrées ne sont pas restreintes, alors qu'un volume maximal de 7,4 TWh est manquant sur l'été 2016 rejoué, dans l'option la plus contraignante en entrée (option 2 Amont)



1- Somme sur les jours de l'été 2016 des quantités additionnelles de gaz pouvant entrer en amont, dans la limite des capacités techniques effectives, pouvant être acheminées à travers les limites du réseau, puis être injectées dans les stockages du sud dans la limite des souscriptions et capacités techniques effectives d'injection

... et évitent aux expéditeurs d'importer du GNL, éliminant ainsi l'impact sur les prix du gaz

	Volume de GNL nécessaire pour répondre aux restrictions en entrée	Impacts sur les prix du gaz
Option Aval	0 TWh/an	Aucun
Option Amont	0 TWh/an	Aucun
Option Mixte	0 TWh/an	Aucun

En conséquence, dans le but de préserver l'indispensable flexibilité d'accès des stockages du sud en période d'injection, TIGF réitère sa proposition (cf note technique) d'acter dès aujourd'hui un principe d'équité dans la répartition amont / aval des restrictions et de ne pas retenir une règle prédéfinie de répartition exclusivement à l'aval.

En vue de garantir que les capacités effectives aux PITS du Sud offrent suffisamment de souplesse pour assurer le bon remplissage des stockages, TIGF propose en outre de modifier le moment venu la répartition de la restriction au sein des superpoints travaux.

Enfin, la TRF ne saurait apporter au marché les meilleures garanties d'un fonctionnement vraiment optimisé sans une approche globale et dynamique de la problématique des travaux. C'est pourquoi, TIGF propose de mettre en place une gestion commune à GRTgaz et TIGF du planning de travaux de l'ensemble du réseau national, regroupant notamment les travaux les plus impactants et les plus structurants, à savoir les inspections et réparations, les travaux d'adaptation/de raccordement liés aux nouveaux projets et les maintenances compression, et reposant sur une approche pluriannuelle. Le planning serait revisité régulièrement de manière à s'assurer qu'il n'empêche pas le bon remplissage des stockages du sud.

TIGF propose que les GRT fassent une présentation du planning commun des travaux de l'ensemble du réseau national une fois par an au marché en Concertation gaz.

Question 5 : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée a priori, les jours où les travaux ont un petit impact ?

TIGF y est favorable. Pour autant, cela ne doit pas conduire à une substitution du mécanisme de restriction mutualisée a priori par le mécanisme de restriction mutualisée a posteriori, qui est un mécanisme de dernier recours dont l'utilisation doit demeurer exceptionnelle.

Question 6 : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?

TIGF y est favorable.

Toutefois, TIGF rappelle que les mécanismes de gestion de congestion comportent un mécanisme de restriction mutualisée dont l'usage doit rester exceptionnel, même dans le cas du traitement des petits travaux.

Par ailleurs, TIGF considère que les petits travaux, pour être indiscutables, devraient être intégrés à la gestion commune et pluriannuelle des travaux mentionnée à la réponse de la question 4.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?

NA

Question 8 : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?

NA

Question 9 : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?

NA

Question 10 : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?

Pour permettre au marché de bien remplir en été les stocks en aval des limites de congestion, les capacités effectives aux PITS du Sud doivent continuer à offrir suffisamment de souplesse. Les propositions de TIGF, notamment sur la répartition des restrictions à 50/50 entre amont et aval, exposées dans la note technique et reprises à la question 4, vont dans ce sens.

Question 11 : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?

TIGF y est favorable.

Question 12 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?

TIGF y est favorable.

Question 13 : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles qu'elles sont proposés par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?

TIGF y est favorable.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?

TIGF y est favorable.

Question 15 : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

TIGF y est favorable.

Question 16 : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

TIGF y est favorable.

Question 17 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

TIGF y est également défavorable car ce type d'interventions ne fait actuellement pas partie des missions des opérateurs de stockage.

Question 18 : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?

TIGF est plutôt favorable à laisser le marché faire les arbitrages économiques nécessaires et donc à fixer librement les prix souhaités lors des appels d'offre des GRT, sans plafonnement a priori. Toutefois TIGF partage l'analyse de la CRE quant à la nécessaire limitation des coûts engendrés par le mécanisme de spread localisé. Une absence de prix plafond pourrait être ainsi envisageable si l'exposition de trésorerie des GRT n'est pas trop contraignante, et/ou si les GRT sont incités financièrement par la gestion du spread localisé.

Question 19 : Etes-vous favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles ?

TIGF y est favorable.

Question 20 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?

TIGF est favorable à l'utilisation d'optimisations avec des GRT adjacents, et à ce que les conditions de ces optimisations puissent être détaillées de façon transparente en Concertation Gaz.

Question 21 : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?

TIGF y est favorable.

Question 22 : Considérez-vous, comme la CRE, que le swap stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?

TIGF considère en effet que ce mécanisme ne doit pas être retenu à ce stade.

Question 23 : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?

TIGF considère en effet que ce mécanisme ne doit pas être retenu à ce stade.

Question 24 : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?

TIGF considère en effet que ce mécanisme ne doit pas être retenu à ce stade.

Question 25 : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?

TIGF y est favorable.

Question 26 : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?

TIGF y est favorable.

Question 27 : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT ?

TIGF considère que ce dispositif d'information est un préalable indispensable à la gestion des congestions.

Question 28 : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver ?

TIGF y est favorable mais considère cependant que ce suivi n'est pas un outil optimal puisque porteur de trop d'incertitudes dans les variables considérées. TIGF partage également l'analyse qu'un tel dispositif de suivi doit être travaillé plus finement en Concertation Gaz avant de mettre en place une quelconque mesure (spread localisé pour limiter les soutirages des stockages en aval, interruption temporaire de commercialisation de capacités interruptibles ou flow commitment).

Question 29 : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?

TIGF y est favorable. Néanmoins les retours d'expérience sur l'utilisation et l'efficacité des mécanismes retenus ainsi que les suivis et analyses complémentaires des schémas de flux devront permettre, le cas échéant, une modification du choix des mécanismes, de leur dimensionnement et de leur priorisation.

Question 30 : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?

TIGF y est favorable. Néanmoins les retours d'expérience sur l'utilisation et l'efficacité des mécanismes retenus ainsi que les suivis et analyses complémentaires des schémas de flux devront permettre, le cas échéant, une modification du choix des mécanismes, de leur dimensionnement et de leur priorisation.

Question 31 : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (*flow commitment*) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?

TIGF est favorable à cette étude afin de justifier de la pertinence ou non à recourir à des mesures préventives sur un horizon inférieur à celui du suivi de stock.

Question 32 : Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?

TIGF est défavorable à la couverture des coûts de congestion par le CRCP.

TIGF et GRTgaz ont proposé une solution extra tarifaire à recouvrement rapide présentant en particulier l'intérêt de répartir le plus équitablement possible les coûts sur la communauté gazière.

TIGF rappelle que les congestions résultent des schémas d'approvisionnement et des contraintes auxquelles ces derniers sont soumis. Elles ne proviennent pas de la gestion des infrastructures gazières.

Les coûts afférant aux congestions ne devraient donc pas être à supporter par les GRT, à moins que, comme la CRE le laisse entendre, il s'agisse d'un service nouveau rendu par les GRT à la communauté.

TIGF n'est pas opposé à fournir ce service, dès lors qu'il est reconnu comme tel et ne s'accompagne pas de contraintes de trésorerie additionnelle.

Question 33 : Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?

Dans le cas où un compte de neutralité est mis en place, TIGF souhaite appliquer l'option 1 telle que décrite au paragraphe B.3.6.2 de la proposition des GRT.

Question 34 : Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?

TIGF y est favorable.

Au-delà de la mise en place de ce mécanisme incitatif d'appel au marché, TIGF constate la demande faite par l'Etat à GRTgaz de constituer avant l'hiver 2017-2018 un stock supplémentaire de 1TWh de gaz localisé dans le stockage salin de Storengy à Manosque, afin de contribuer le cas échéant à la sécurité d'approvisionnement (paragraphe 6.5).

Les GRT gèrent ensemble et en toute transparence les prix, les conditions et les modalités d'applications des mécanismes servant à prévenir et résoudre les congestions de la TRS puis de la TRF.

Aussi TIGF regrette l'absence de concertation pour cette mesure d'augmentation du stock de sécurité de GRTgaz alors que la problématique est connue depuis longtemps. En effet les discussions relatives aux solutions envisagées pour faire face aux risques tant de congestion que de sécurité d'approvisionnement ont été largement partagées entre les GRT, les expéditeurs, la DGEC et la CRE. Cette mesure d'augmentation du stock de sécurité n'a jamais été évoquée lors de ces discussions.

Par ailleurs, sans préjuger de la qualification juridique d'une telle mesure, celle-ci soulève de nombreuses interrogations quant à sa conformité à la réglementation française et communautaire.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, TIGF demande la plus grande transparence sur le prix facturé à GRTgaz ainsi qu'une clarification sur les conditions d'utilisation du gaz en soutirage (procédure, prix, destination...).

TIGF demande également une clarification sur le traitement tarifaire de cette mesure, sur l'éventuelle pérennité de ce système et l'implication de TIGF l'année prochaine.

Enfin, TIGF demande une clarification sur la priorisation des mesures envisagées pour l'hiver 201-2018, où l'utilisation du stock de sécurité doit être normalement déclenchée après le recours aux capacités interruptibles, au flux rebours à Cruzy et au spread localisé, et avant l'ultime recours aux AIO.

Question 35 : Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?

TIGF y est favorable.

Question 36 : Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?

TIGF y est favorable.

Question 37 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?

TIGF y est favorable.